

LES RÉFORMES POLITIQUES ONT ÉCHOUÉ, SELON LUI

Les «vérités» de Soltani

Pour le leader du MSP, l'environnement politique dont ont accouché les réformes politiques du président de la République consacre, désormais, trois vérités qui n'ont fait, selon lui, qu'agrandir davantage le désespoir et le désintérêt à l'égard de la chose politique.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Bouguerra Soltani, qui s'exprimait, hier, à l'ouverture d'un séminaire regroupant les élus locaux du parti issus des élections locales du 29 novembre dernier, affirmera que les diverses élections ayant sous-tendu ces réformes (élections législatives, élections locales et tout dernièrement le renouvellement partiel des membres du Conseil de la nation) ont d'abord consacré le parti des boycotteurs, des abstentionnistes et les désespérés de toute perspective de changement à travers les urnes, suivi de celui des bulletins nuls et enfin de la «minorité agissante» en opposition à la «majorité rebelle».

Cette dernière fait que, poursuivra-t-il, «la représentativité politique véritable est absente» avec ses corollaires, la faiblesse des locales et la vague de redressements qui n'épargnent même pas les partis majoritaires».

Ceci sans omettre de citer ceux mis sur la bande d'attente en prévision de la présidentielle

d'avril 2014. La seconde vérité est, selon Soltani, la prédominance des affaires dans la sphère politique et leur terrible influence sur l'acte électoral que la rue désigne par le parti de la chkara qui «désigne les têtes de liste, achète les voix des électeurs et impose les alliances, donne même le quitus pour l'immunité parlementaire et définit le profil des élus. Phénomène présent, notamment lors du renouvellement partiel des membres du Conseil de la nation», le 29 décembre dernier.

Pour le président du MSP, la troisième et dernière vérité est que les réformes politiques ont consacré électoralement, la concentration de la lutte au niveau des têtes des partis influents, muant la problématique politique en partisane, donnant l'impression que les décideurs n'y sont pour rien.

Et à Soltani de voir dans ce schéma, la théorie du «moteur qui ne marche pas» qui explique les divers dysfonctionnements



Photo : Samir Sid.

Soltani égal à lui même.

qui caractérisent l'économie et le développement du pays faits de centralisation tous azimuts. «Tous les gouvernements qui se sont succédé n'ont fait qu'acheter la paix sociale par la grâce de l'argent du pétrole», dira encore Soltani pour qui le tour des partis influents est venu pour «faire» le printemps partisan à la place du printemps algérien. «Un simple acte de diversion à l'effet de

détourner l'opinion publique du nœud de la problématique politique».

Pour contourner justement ces velléités, le président du MSP dira que «plus que jamais, nous avons besoin d'une volonté de fer pour faire face au désespoir et lutter contre la médiocrité en semant l'espoir et l'ambition renouvelée chez les jeunes. Le but étant de réhabiliter l'acte poli-

tique et déblayer le terrain pour une nouvelle culture de résistance à même de venir à bout de la politique du fait accompli en convainquant l'ancien personnel politique de cesser sa politique d'isolement, l'intérêt national est de fait menacé si la scène politique est vidée de toute ambition saine».

Soltani soupçonne les décideurs de vouloir solutionner la crise qui secoue le pays à travers une «césarienne» qui ne ressemblerait aucunement à aucune des expériences vécues par plus d'un pays. Ce qui, pour le président du MSP, justifie les soubresauts de l'élection présidentielle d'avril 2014 avec cette volonté du pouvoir d'encourager de nouveaux intervenants qui viendront remplacer la défunte Alliance présidentielle dont le MSP l'était un des acteurs, le temps d'une alliance officielle temporaire.

Ce qui, soulignera-t-il, discréditera de manière officielle tout le processus électoral de 2012, si jamais cette hypothèse se révèle juste.

Dans ce cas, l'intérêt national dicte inévitablement sa remise en cause dans le fond et dans la forme.

M. K.

AFFAIRE DU SÉNATEUR RCD POURSUIVI POUR DIFFAMATION

Dossier clos et point de poursuites

Il aura donc fallu un peu plus d'un mois pour qu'au tribunal d'Azazga, l'on se rende compte de l'incongruité — pour ne pas dire autre chose — de l'action intentée contre un sénateur de la République jouissant de toute l'immunité que lui confère son statut.

Mohand Ikharbane, le sénateur RCD, et son ami Rabah Yermèche, le président de l'APC d'Aghribs, où l'affaire a pris naissance il y a un peu plus de deux ans, ne seront donc pas poursuivis pour diffamation par le membre de l'association qui voulait les traîner devant les tribunaux.

Après plusieurs semaines de controverse, c'est jeudi que ce procès à polémique a pris fin, avant qu'il ne commence en réalité, avec la reconnaissance implicite de la bourde commise puisque, constitutionnellement, le sénateur ne peut être assigné devant la justice en dehors des cas flagrants et d'une gravité, tel que le prévoit la loi fondamentale du pays. De procès il n'y en eut point donc, et ce, après que la qualité du défendeur eut été établie et les charges rejetées d'un revers de la main par le parquet d'Azazga qui est arrivé à la conclusion selon laquelle le sénateur est intraduisible devant la justice alors que son compagnon, le président de l'APC, est tout à fait dans son droit d'invoquer le «privilège de juridiction» étant donné qu'Aghribs dont il est le premier magistrat dépend d'Azazga.

Les charges contre le sénateur ayant été abandonnées, en conséquence aucune des personnes impliquées avec lui dans l'affaire ne pouvant l'être. Ainsi se termine une affaire qui n'aurait pas dû exister. Il faut souligner que des dizaines de personnes parmi lesquelles des élus du RCD, des militants du même parti ainsi que des citoyens «neutres» s'étaient massées aux abords du palais de justice d'Azazga pour voir où allait aboutir le bras de fer annoncé par le sénateur Ikharbane avec les magistrats qu'il n'a pas ménagés lors d'une conférence de presse tenue deux jours plus tôt.

M. Azedine

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

La démocratie par le droit en débat

C'est une première dans l'histoire du Conseil constitutionnel qui décide enfin d'ouvrir ses portes à la société civile, à l'occasion d'une journée d'étude ayant pour thème générique «la démocratie par le droit».

L'événement, prévu le 13 janvier courant au siège de l'entité que préside l'ancien ministre de la Justice, Tayeb Belaïz, verra, selon les organisateurs, la participation d'universitaires, professeurs, étudiants en droit et en sciences politiques, des magistrats, des parlementaires des deux chambres et des responsables des services de sécurité.

Ils nous ont indiqué qu'un panel d'experts en matière de droit viendra débattre de la problématique tels l'expert en droit international Mohamed Bousoltane, directeur du laboratoire sur la gouvernance et la démocratie à l'Université d'Oran qui dissertera sur le thème «la démocratie par le droit international» ; le constitutionnaliste et historien du droit André Cabanis, professeur à l'Université de Toulouse 1, qui interviendra sur «la démocratie par le droit constitutionnel».

Quant à l'ancien vice-président de l'APN et ancien membre de la Commission de réforme de la justice et professeur de droit à l'Université de Constantine, Messaoud Chihoub, il présentera une analyse sur «les réformes politiques en Algérie» en mettant l'accent sur les lois sur les partis et la loi électorale. Le constitutionna-

liste spécialiste des médias, Serges Regourd, fera également partie du panel. Mohammed Abbou, membre du Conseil constitutionnel et du comité d'organisation de la journée d'étude, explique dans la présentation introductive dont nous avons obtenu une copie qu'«à côté de ses missions traditionnelles, le Conseil constitutionnel considère que la promotion de la culture constitutionnelle s'inscrit pleinement dans ses objectifs.

Dans cet esprit, il souhaite s'ouvrir sur la société, établir des liens avec toutes les institutions partageant ses préoccupations dans la construction démocratique et développer avec elles des moments privilégiés de réflexion, de débats et d'échanges».

Et d'ajouter que «la rencontre autour de la démocratie par le droit est une première initiative dans cette orientation.

Le thème retenu se veut une interrogation aussi bien sur la nécessité que sur les contradictions du rapport entre la démocratie et le droit dans les expériences de pays comme le nôtre qui mènent de front la bataille du développement et la construction démocratique.

Cela suppose que le droit



Photo : DR.

n'est pas seulement un outil pour l'exercice du pouvoir politique, il devient un vecteur d'intégration sociale lorsqu'il tend à organiser l'action continue du citoyen sur les affaires de l'Etat et sa vigilance quant à la prestation de ses mandataires. Cette dernière condition résume à elle seule tout le débat sur les écarts qui peuvent exister entre la logique juridique et la réalité sociologique et économique».

La journée sera l'occasion de revenir sur les réformes politiques engagées par l'Algérie.

A cet effet, Mohammed Abbou souligne qu'«en cinquante ans d'indépendance, à côté des documents fondamentaux qui ont guidé son combat libérateur, le pays a produit les textes essentiels qui ont façonné son identité républicaine et constitution-

nelle. La dernière décennie a connu des révisions substantielles des textes législatifs et réglementaires en conformité avec les normes internationales et les engagements conventionnels de notre pays.

Durant la seule année 2012, 5 lois organiques ont été promulguées portant sur la promotion de la représentation de la femme dans les assemblées élues, le code électoral, la loi sur les partis, la loi sur les associations et la loi sur le code de l'information».

Et de poursuivre : «Si les quatre dernières lois viennent traduire l'importante évolution de la société depuis l'ouverture au multipartisme et à la liberté d'expression, la première s'inscrit dans une action volontariste qui entend bousculer les pesanteurs sociologiques.»

Fatma Haouari